

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 03 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST**

Lieu-dit Bois de la Pérouse  
70110 COURCHATON

Références : UID257090/SPR/ES/CN 2022 – 0603A

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST implanté Lieu-dit Bois de la Pérouse 70110 COURCHATON. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est un contrôle administratif réalisé dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de la carrière de Courchaton au lieu dit « Bois de la Perouse ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST
- Lieu-dit Bois de la Pérouse 70110 COURCHATON
- Code AIOT dans GUN : 0005901122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral PREF/D2/I/2008/N°1588 du 7 juillet 2008, la S.A SACER PARIS NORD EST a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche calcaire sur le territoire de la commune de Courchaton au lieu dit « Bois de la Perouse » pour une durée de 15 ans.

Par arrêtés DREAL/2012 N° 2587 du 28 décembre 2012 et 2015-2015-1319 du 15 octobre 2015, les établissements Société des Carrières de Franche-Comté (SCFC) et Société des Carrières de L'Est (SCE) ont obtenu successivement à leur profit le changement d'exploitant de cette carrière.

Par courrier du 4 juin 2021, la société SCE a notifié au Préfet de la Haute-Saône la mise à l'arrêt définitif de la carrière de Courchaton et une demande de modification de sa remise en état. Le porter à connaissance accompagnant ce courrier décrit les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et les nouvelles modalités de remise en état.

La remise en état modifiée prend compte la future vocation du site (parc photovoltaïque). Ses modalités de mise en oeuvre ont été actées par l'arrêté de prescriptions complémentaire (APC) N° 70-2021-12-13-00025 du 13 décembre 2021.

L'objectif de cette inspection est le contrôle de la mise en oeuvre des modalités de remise en état prescrites par l'APC susvisé et la mise en sécurité de la carrière.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en sécurité
- Remise en état

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/01/2022, article Art 512-39-1	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 1er	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 2	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 33	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de la carrière montre que ce site est sécurisé (interdiction d'accès au site, absence de produits ou de déchets dangereux, absence d'utilité et de structure non essentielle). Cette inspection montre également que sa remise en état a été effectuée conformément aux prescriptions de l'arrêté complémentaire du 13 décembre 2021. Le réaménagement effectué est compatible avec l'usage futur du site prévu pour l'installation d'un parc photovoltaïque. En outre, les fronts sont purgés de tous blocs instables, et des pièges à cailloux sont disposés sur tout le linéaire des fronts.

Enfin, la carrière s'insère de manière satisfaisante dans le paysage compte-tenu de sa vocation future (grâce au maintien d'une végétation périphérique et à la mise en place de merlons).

Les constatations réalisées permettent de conclure que le résultat des travaux de remise en état réalisés est conforme aux dispositions des articles, 32.2, 33 et 34.2 de l'arrêté préfectoral PREF/D2/I/2008/N°1588 du 7 juillet 2008 dans sa version modifiée par l'arrêté préfectoral DREAL 70-2021-12-13-00025 du 13 décembre 2021.

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de travaux en référence au III de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Le présent procès-verbal de récolement ne peut être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires peuvent être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/01/2022, article Art 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré la cessation d'activité de la carrière au travers d'un courrier daté du 4 juin 2021. Il indique dans ce document les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.  La visite sur le terrain a permis de vérifier : - l'absence de produits dangereux sur le site, - la présence d'une clôture en place sur toute la périphérie du site, - la présence d'un portail cadénassé à l'entrée de la carrière, - la présence d'enrochement à la place de la seconde entrée, interdisant tout accès non autorisé au site par des véhicules, - la neutralisation de l'arrivée électrique.  L'exploitant a adressé à l'inspection le bordereau de suivi de déchets dangereux relatif au curage du séparateur d'hydrocarbure. Cette opération a été effectuée le 19 janvier 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> La remise en état consiste principalement : - au maintien d'une surface compatible à l'installation d'un parc photovoltaïque (surface plane et sansvégétalisation) ; - à la mise à disposition de la commune d'infrastructures et de quelques stocks de matériaux non commercialisables pour les usages communaux. Elle comporte notamment : - le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ; - la conservation de quelques stocks de matériaux ; - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
<b>Constats :</b> Il a été constaté sur la carrière: - l'absence de structure n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site (hormis la présence d'un stock de granulats dont l'emprise a une superficie inférieure à 5 000 m <sup>2</sup> et d'un hangar, tous deux laissés à la disposition de la commune). - Une dalle béton de l'ancienne plateforme étanche . - Différentes parties du carreau (partie haute et basse) planes et non végétalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principales modalités de remise en état sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- maintien de la végétalisation spontanée tout autour du site ;</li><li>- la mise en sécurité des fronts de taille (purge) ;</li><li>- le maintien d'autres fronts bruts de purge et abrupts ;</li><li>- le talutage d'une partie des fronts arrivés en position limite en cours et en fin d'exploitation par l'utilisation de stériles et matériaux de découverte de la carrière ;</li><li>- le maintien du merlon périphérique et de sa clôture ;</li><li>- la mise en place de plateformes planes laissant le carreau à nu.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'absence de blocs calcaires instables ou en équilibre montre que les fronts de la carrière ont été purgés. Seule une petite partie du front de taille présente une veine argileuse d'environ 5 mètres de large. D'après l'exploitant, elle a été découverte il y a quelques années et elle n'a pas évolué depuis son exploitation. Des matériaux disposés sous forme d'andain en parties basses de ces fronts font office de piège à cailloux. Ce dispositif est de nature à contenir les conséquences d'une hypothétique libération de matériaux de la veine argileuse.  Il a été également constaté le talutage des fronts Ouest et du front Nord par des matériaux de découverte. La périphérie de la carrière est végétalisée et un merlon périphérique a été récemment réalisé à proximité de la zone boisée non exploitée. Les surfaces planes constituées sur le carreau inférieur et sur la surface des remblais paraissent compatibles avec l'installation de panneaux photovoltaïques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> La surface à remettre en état est de 9 ha 17 a 53 ca.
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation daté du 14 avril 2021 montre que l'ensemble de la carrière a été remise en état. Les éléments suivants sont représentés sur ce plan: <ul style="list-style-type: none"><li>- les talus des fronts Ouest et Nord,</li><li>- la surface bétonnée de l'aire étanche et le hangar,</li><li>- les merlons périphériques et les zones de végétation,</li><li>- les zones de stockage de granulats et les pistes de circulation,</li><li>- l'emplacement de la clôture.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet